ÉCLAIRAGES DU THÈME DU CNRD 2025-2026

« La fin de la Shoah et de l'univers concentrationnaire nazi.
Survivre, témoigner, juger (1944-1948) »

- 18 juin 2025 -

Présentation (Vincent Duclert)	p. 2
Toutes mes préoccupations d'historienne depuis une quarantaine d'années (Annette Wiewiorka)	p. 3
Survivre, témoigner, juger : un triptyque cohérent pensé dès l'Occupation (Laurent Douzou)	p. 5
« De dire ce que des hommes ont été capables de faire à d'autres hommes » (Isabelle Ernot)	p. 7
Marqués du souvenir des absents (Patricia Gillet)	p. 8
Le rôle des associations juives dans la prise en charge des déportés et la reconstruction de la vie juive en France après la Shoah (Zoé Grumberg)	p. 9
« Elles sont mortes, mes camarades » (Catherine Lacour-Astol)....	p. 11
Charles de Gaulle, les Juifs et la mémoire de la Shoah (Chantal Morelle)	p. 13
What did people know about the Nazi camp system, and what did they make of what they knew? (Philip Nord)	p. 15
Ces camps dont on n'a pas parlé : le silence de Vercors (Anne Simonin)	p. 16
Les procès de Ravensbrück (1946-1950) (Cécile Vast)	p. 17

« Retour à la vie » (Louise Alcan, juin 1945)	p. 19
« Le retour » (Geneviève de Gaulle, juin 1946)	p. 20

Le CNRD, 2022-2026, par Vincent Duclert

Initié par des résistantes, résistants, déportées et déportés dont l'inspecteur général Louis François, le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) est devenu officiellement un concours scolaire en 1961 grâce à l'action du ministre de l'Éducation nationale Lucien Paye¹. Il rassemble depuis sa création des centaines de milliers d'élèves de collèges et de lycées généraux, technologiques et professionnels, accompagnés de leurs professeurs, des personnels de la vie scolaire, des chefs d'établissement, des proches et des familles.

Le concours est présidé par le ou la ministre de l'Éducation nationale, et sa vice-présidence est confiée au ministre des Armées. Il bénéficie de l'engagement de la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), de la Direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) et de l'Inspection générale. Il est soutenu par des grandes fondations mémorielles, et réunit de très nombreux acteurs de la vie scientifique, pédagogique, éducative, associative, muséale, archivistique, etc. Ses prix et palmarès sont aussi bien académiques que nationaux.

Le nouveau mandat des présidents et présidentes du collège national des correcteurs du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) est fixée depuis 2022 à trois années d'exercice. Il ou elle est chargé notamment de porter la démarche de définition du thème annuel et de rédiger sa « lettre de cadrage » ensuite largement diffusée. Ce thème 2025-2026, « La fin de la Shoah et de l'univers concentrationnaire nazi. Survivre, témoigner, juger (1944-1948) », est donc le dernier dont je suis chargé en tant que président du collège, après celui de 2023-2024, « Résister à la Déportation en France et en Europe », et celui de 2024-2025, « Libérer et refonder la France (1943-1945) ». Après un thème liant les deux grandes directions du Concours (2023-2024), les deux suivants ont davantage privilégié une thématique (même si elles demeurent toutes deux indissociables).

Dès le thème 2023-2024, j'ai proposé aux institutions partenaires dont les cinq Fondations et les historiennes et historiens très engagés dans le CNRD, d'une part de favoriser la collégialité dans la réflexion sur le thème annuel, et de l'autre de l'éclairer par de brèves et très accessibles mises au point scientifiques ou pédagogiques : celles-ci sont mises en ligne chaque année au mois de juin sur les pages éducol dédiées au CNRD que développe la précieuse Mission Éducation artistique et culturelle (DGESCO), avant qu'elles ne soient archivées dans la base de données scientifiques HAL. Je remercie tous les collègues qui ont répondu à mon appel et rédigé une ou plusieurs d'entre elles ces trois dernières années. Leur contribution est d'un très grand apport pour le concours.

Aux côtés de la brochure annuelle réalisée par une Fondation (et depuis 2023, par deux Fondations réunies) et venant approfondir et développer le thème, se sont constitués ainsi des corpus de savoirs de haut niveau à destination des professeurs, des élèves et de tous ceux que l'histoire de la Résistance et de la Déportation intéresse. C'est la vertu de ce

¹ « Les soixante ans du Concours national de la Résistance et de la Déportation (1961-2021) », in *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n°106, septembre 2021.
<https://www.fondationresistance.org/documents/lettre/LettreResistance106.pdf>

concours national que d'inciter à la connaissance sur des sujets majeurs pour l'époque étudiée comme pour notre temps contemporain.

Je terminerai cette présentation des éclairages 2025-2026 par un mot plus personnel soulignant l'importance de longue durée du CNRD. Lauréat en 1979 dans l'académie de Paris, publié la même année par le périodique *Voix et Visages* de l'ADIR (n°167, p. 2-3), invité à un voyage dans les camps d'Auschwitz-Birkenau, Maidanek et Treblinka par la future Union des Déportés d'Auschwitz, je mesure ce que le concours m'a apporté, comment il a su infléchir mon existence de jeune étudiant et me diriger vers l'histoire et la mémoire, vers la recherche et la liberté. Rendons ici hommage à Simone Gros qui fut ma professeure d'histoire et de géographie en classe de Terminale à Jules Ferry, un lycéen parisien où des élèves, arrêtées par la police française parce que juives, ont péri dans la Shoah. Je n'ai jamais oublié cet enseignement.

Vincent Duclert
Président du collège national des correcteurs du CNRD),
IGESR, chercheur titulaire au CESPRA (EHESS-CNRS)

Deux témoignages choisis de « retour » de déportées succèdent aux éclairages.

ECLAIRAGES

Annette Wieviorka. Toutes mes préoccupations d'historienne depuis une quarantaine d'années »

Le thème du concours national de la Résistance pour l'année 2025-2026 recoupe toutes mes préoccupations d'historienne depuis une quarantaine d'années.

Mes recherches sont nées d'un étonnement : j'avais été frappée par le contraste entre l'emballement, à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, de l'intérêt autour des questions liées à la déportation des Juifs de France, et leur relative discrétion dans les années qui avaient suivi la guerre. Certes, quand j'étais lycéenne en classe de quatrième à Ermont, en 1960-1961, notre professeur d'histoire Janine Ponty nous avait projeté le court métrage d'Alain Renais, *Nuit et Brouillard* - comme il le fut longtemps dans la plupart des lycées. Mais il s'agissait pour elle d'évoquer la déportation résistante et le système concentrationnaire nazi, non la Shoah, qui d'ailleurs n'avait alors pas de nom (on disait "pendant la guerre"). La Shoah ne fut inscrite dans les programmes qu'en 1982. Pour comprendre cette évolution, je décidais qu'il fallait reprendre les choses par leur début. Ce fut ma thèse, publiée en 1992 (republiée en 2003, 2013, 2025) :

Déportation et génocide, entre la mémoire et l'oubli. Elle étudiait toutes les questions qui sont aujourd'hui celles du concours.

Les camps furent tous - d'Auschwitz à Terezin - découverts par les armées alliées au cours de leur marche victorieuse, en Pologne puis en Allemagne, des mois après la libération de l'essentiel du territoire français. À Alger, puis à Paris, un ministère, celui des « PDR » (Prisonniers, Déportés et Réfugiés), avait été confié au grand résistant Henry Frenay. Dans ses archives, se lisent la difficile recherche des déportés et la progressive prise de conscience de ce que fut la destruction des Juifs d'Europe. Olga Wormser-Migot, qui dirigea en 1944-45 son service de recherche, a fait le récit poignant et sensible de cette quête (*Quand les alliés ouvrirent les portes...1967*, republié sous-titre *Le Retour des déportés 1992-2020*).

80 000 personnes, environ, avaient été déportées de France vers les camps de concentration, essentiellement pour faits de résistance ; et 76 000 Juifs avaient été envoyés dans les centres de mise à mort. La moitié des premiers, et quelques milliers des seconds, avaient survécu. À leur retour en France, certains racontèrent. J'ai recensé la centaine de témoignages parus avant 1948. Leur lecture permet d'analyser la grande diversité des situations dans les camps, de réfléchir à la façon dont les détenus avaient perçu le sort spécifique des Juifs, et comment ceux-ci avaient pris conscience de leur extermination. Ces témoignages ne furent guère lus, à l'exception de celui de David Rousset, *L'univers concentrationnaire* (1946, réédité en 1971, 2011, 2025), qui reçut le prix Renaudot. Rousset, qui n'était pas juif, fut l'inventeur de l'adjectif « concentrationnaire ». Son livre s'attache à la description de la société des camps, qui se retrouve dans d'autres récits.

J'ai prolongé ma réflexion sur le témoin et le témoignage, sur l'histoire de cette figure devenue majeure, dans *L'Ère du témoin* (1998, réédité en 2002, 2013, 2025). Le procès d'Adolf Eichmann en 1961 à Jérusalem, que le procureur Gideon Hausner bâtit sur le récit du témoin, marque son avènement comme porteur d'histoire et de mémoire. Ce fut, estima Ben Gourion, le « Nuremberg du peuple juif », offrant en quelque sorte un complément au grand procès tenu à la sortie de la guerre dans la ville allemande, moment fondamental du droit international.

Le 80ème anniversaire de l'ouverture des camps, au début de cette année, fut célébrée avec son lot de publication d'ouvrages, de documentaires, de cérémonies. Le 26 mai 2025, la Poste a émis un timbre « Éric Schwab » (1910-1977), arborant le portrait du photographe qui, dans la Jeep qu'il partageait avec le journaliste et écrivain Meyer Lewin, rendit compte de l'ouverture des camps de l'Ouest (périple auquel j'ai consacré *1945. La découverte*, 2015, réédité en 2016). Ses photos, le plus souvent non créditées, ont illustré pendant des décennies ouvrages et expositions. Éric Schwab se lia aussi de grande amitié avec l'écrivaine Charlotte Delbo, dont la trilogie *Auschwitz et après*, une œuvre majeure, est d'une bouleversante beauté. Il en fit les portraits que nous connaissons tous.

Pour tous les élèves, le thème du concours permettra donc de revisiter sous tous les aspects l'histoire des années qui suivirent cette découverte des camps. Et c'est une histoire passionnante.

Annette Wiewiorka
Directrice de recherche émérite au CNRS.

Laurent Douzou. « Survivre, témoigner, juger : un triptyque cohérent pensé dès l'Occupation »

Fin avril 1943, alors même que la persécution, l'arrestation et la déportation des Juifs prennent une ampleur sans cesse croissante en France, le rabbin Isaac Schneersohn, un industriel sexagénaire d'origine russe, réunit à Grenoble les représentants d'organisations juives pour créer un Centre de Documentation. Quand survivre est l'impératif majeur, il est crucial aux yeux de son maître d'œuvre de rassembler autant d'éléments que possible sur le drame en train d'advenir. À cette fin, le Centre crée plusieurs commissions couvrant tous les aspects de la persécution, depuis la législation en vigueur jusqu'à la déportation².

Après la capitulation de l'Italie en septembre 1943, l'arrivée de l'occupant allemand, synonyme d'une répression féroce dans la région grenobloise, oblige le Centre à suspendre ses travaux. Ses membres paient un lourd tribut à la répression, tels Léonce Bernheim, André Baur, le docteur Hermann, le Grand-Rabbin Hirschler, Raymond-Raoul Lambert, déportés et assassinés dans les centres de mise à mort, Léo Glaser fusillé à Rillieux-la-Pape le 29 juin 1944 sur ordre du milicien Paul Touvier.

Le Centre de Documentation n'agit pas seul. Le Mouvement national contre le racisme (MNCR) en lien avec l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide a, par exemple, participé dès 1942 au combat en cours en publiant deux feuilles clandestines, *J'accuse* en zone nord, *Fraternité* en zone sud, *Organes de liaison des forces françaises contre la barbarie raciste*. Le dépouillement de ces journaux (en ligne sur le site Gallica de la Bibliothèque nationale de France) fournit un précieux éclairage pour une compréhension de ce qu'on cerne alors de l'entreprise antisémite comme des solidarités, de la résistance et de la lutte qu'elle génère³. Le hasard ne doit rien au fait que c'est un membre du MNCR, Émile Terroine, libéré de la prison Montluc le 24 août 1944, qui conçoit et organise le processus de restitution des biens spoliés aux familles juives, d'abord à Lyon, ensuite à l'échelle nationale⁴.

À nouveau à la tâche à la Libération, le Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJC) - ainsi dénommé en juin 1945 - publie tout de suite des ouvrages mûris dans la clandestinité et, à partir de 1946, une revue trimestrielle *Le Monde Juif* qui constitue un riche gisement d'informations et de réflexion. Car le CDJC entend bien témoigner et faire œuvre de justice : les informations collectées depuis 1943 servent à juger aussi bien les dignitaires nazis à Nuremberg que Klaus Barbie en 1987. Il s'attache sans relâche à nourrir le travail historique de publications comme celles de Joseph Billig ou de Léon Poliakov dont on mesure mieux l'apport aujourd'hui. Lui aussi collaborateur du MNCR, Vladimir Jankélévitch a parfaitement synthétisé le sens de ce combat en 1969 : « Ceux qui

² Avant-propos d'Isaac Schneersohn, *Les Juifs sous l'Occupation. Recueil des textes français et allemands, 1940-1944*, Paris, CDJC, 1945.

³ Sur la résistance en France, voir : *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Seuil, Points Histoire, coll. l'histoire en débats, 2005 ; *La lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance, 1940-1944* (avec Sébastien Albertelli et Julien Blanc), Paris, Seuil, coll. Points Histoire, 2022.

⁴ Laurent Douzou, « L'invention d'une politique de restitution en France en 1944-1945 et l'action décisive du professeur Émile Terroine », *Yod* [En ligne], 21 | 2018, DOI : <https://doi.org/10.4000/yod.2603>

ont disparu à tout jamais n'existent plus que par nous et dans la pieuse fidélité de notre mémoire ; si nous perdions leur souvenir, ils n'existeraient plus du tout⁵. »

Créé au cœur de la tourmente, le CDJC n'appartient pas à un passé révolu. En effet, en 1956, était inauguré à Paris, à l'initiative d'Isaac Schneersohn, le Mémorial du Martyr Juif Inconnu qui, en 2005, avec le CDJC, a donné vie au Mémorial de la Shoah⁶. L'intuition initiale de 1943 – désormais « Centre de documentation du Mémorial de la Shoah » - a porté et porte donc toujours des fruits qui aideront efficacement les participants au Concours.

Laurent Douzou
Professeur des universités émérite à Sciences Po Lyon
et à l'Université Lumière Lyon 2.

⁵ Vladimir Jankélévitch, *L'imprescriptible*, Paris, Éditions du Seuil, coll. Points Essais, 1986, p. 79.

⁶ Simon Perego, « Du CDJC au Centre de documentation du Mémorial de la Shoah, 1943-2013 : documenter le génocide des Juifs d'Europe », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, <https://doi.org/10.3917/hp.022.0269>]

Isabelle Ernot. « “De dire ce que des hommes ont été capables de faire à d’autres hommes” »

Au début de l'année 1944, sur les quelque 6 millions de victimes du génocide des Juifs d'Europe, environ 5 millions avaient déjà péri, par des fusillades massives perpétrées sur le front soviétique par les unités de tuerie SS (les *Einsatzgruppen*) ainsi que dans les centres d'assassinat créés par les nazis en Pologne, à Belzec, Sobibor, Treblinka, où la population juive polonaise, préalablement ghettoisée, a été décimée. En cette année 1944, la tuerie s'incarne particulièrement dans le lieu devenu emblématique de la Shoah, le camp d'Auschwitz-Birkenau. 1,3 million de personnes y ont été déportées, dont 1,1 million de Juifs, l'immense majorité d'entre eux, près d'1 million, y a péri, essentiellement par les gazages perpétrés dans des bâtiments homicides, qui comportaient également des infrastructures d'incinération (chambres à gaz-crématoires)

Dans le cadre du génocide, comme dans les autres centres d'assassinat cités, tous les Juifs déportés à Auschwitz-Birkenau étaient condamnés. Cependant, les nazis ayant décidé d'exploiter une partie d'entre eux en tant qu'esclaves au service des intérêts du Reich, des hommes et des femmes, jugés aptes au travail forcé lors de la « sélection » organisée à l'arrivée des convois, étaient orientés vers le camp d'Auschwitz-Birkenau ou vers les camps annexes situés dans la région (usines, mines, notamment). Comme cela était prévu et voulu, la plupart sont morts des conditions concentrationnaires. Seule une petite fraction a vécu l'évacuation puis la libération. Les témoins sont issus de ce groupe de femmes et d'hommes survivants : ils se sont donnés pour mission d'informer le monde de ce qui s'était passé à Auschwitz-Birkenau, honorant ainsi la promesse faite à leurs camarades « de dire ce que des hommes ont été capables de faire à d'autres hommes ». Leurs témoignages constituent une source historique essentielle.

Durant cette année 1944, la plus meurtrière, environ 500 000 Juifs sont assassinés à Auschwitz. Des convois de Juifs déportés des pays d'Europe sous domination allemande arrivent quotidiennement au camp. Le groupe le plus important est constitué par les Juifs hongrois : 437 000 ont été déportés entre mai 1944 et le début juillet 1944, dont 80% assassinés dès l'arrivée. *L'Album d'Auschwitz* qui rassemble des photographies prises à cette période par la SS constitue un témoignage visuel direct du fonctionnement du camp et du processus homicide.

À l'été 1944, les derniers survivants des ghettos polonais sont acheminés vers Auschwitz-Birkenau, ainsi ceux du ghetto de Lodz, qui était également un lieu de travail forcé. Même après la révolte du *Sonderkommando*, qui parvient à faire exploser l'une des chambres à gaz-crématoire, début octobre 1944, les sources SS attestent toujours de l'arrivée de convois. Certains correspondent à des liquidations de lieux concentrationnaires, ainsi par exemple du camp-ghetto de Theresienstadt.

Le 18 janvier 1945, la SS décide l'évacuation générale, emmenant près de 60 000 prisonniers dans un repli vers les camps de concentration du Reich (Buchenwald, Dachau, Mauthausen, Bergen-Belsen, Ravensbrück...). Menées dans des conditions extrêmes, ces « marches de la mort » ont entraîné la disparition de milliers de prisonniers. Le 27 janvier, les Soviétiques découvrent le camp d'Auschwitz et initient les premières enquêtes ainsi que les premiers rapports sur les crimes nazis.

Entre la libération et 1948, de premiers fondements mémoriels se mettent en place. Dès leur retour, des survivants ont témoigné. Cependant, plusieurs décennies après, ils disent avoir, alors, été peu entendus et, sans doute, peu compris. Durant ces trois années, les témoignages publiés de rescapés juifs sont relativement peu nombreux : en France, sur environ 3500 rescapés juifs, on dénombre un peu plus d'une dizaine de récits ; il faut sans doute en ajouter autant, sinon plus, qui restèrent longtemps au fond d'un tiroir.

Durant cette période, les survivants contribuent à des enquêtes et sont sollicités pour être témoins dans plusieurs procès : notamment ceux organisés à Nuremberg, ou encore le procès du commandant Rudolf Höss qui se tient en Pologne.

Dès les premiers jours de leur retour, des survivants juifs, dont certains avaient été arrêtés en tant que résistants, mettent en place les premières organisations de survivants : en 1945 naissent ainsi l'Amicale d'Auschwitz et des camps de Haute Silésie et l'AADJF, Association des anciens déportés juifs de France. Elles constituent des structures de solidarité et représentent la voix des survivants. C'est aussi durant cette période que se pose (ou pas) la question du devenir des sites d'extermination et de concentration. À Auschwitz, les survivants jouent un rôle dans la création du Musée d'État, en 1947.

Le monde voulait revivre et le temps de la guerre était passé. Si les informations sur le lieu « Auschwitz-Birkenau » ont été diffusées, la compréhension du crime, de ce qu'il représentait en tant qu'effondrement du système de valeur de l'Occident, n'a pénétré que lentement la conscience occidentale.

Isabelle Ernot
Docteure en histoire contemporaine,
Directrice scientifique de
l'Union des Déportés d'Auschwitz (2005-2022).

Patricia Gillet. « Marqués du souvenir des absents »

Au commencement, il y a quatre photographies, découvertes dans les archives de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP), qui montrent une jeune femme brune aux traits délicats, grave et souriante : deux portraits, accompagnés de deux clichés pris sur le vif où elle apparaît derrière son vélo et dans un jardin. Quelques lignes aussi, pour nous dire qu'il s'agit de Thérèse Lévy-Caen, née en 1909, « jeune Parisienne, licenciée d'anglais, réfugiée à Nîmes sous l'Occupation », arrêtée le 26 juillet 1943 dans un train entre Ambérieu et Chambéry « parce que juive » et « morte en déportation, mais on ignore comment et à quelle date ». Les lettres adressées à sa famille et ses amis entre le 1^{er} août et le 6 octobre 1943, emplies d'affection, d'humour et d'espoir, sont fidèles à ces premières images.

Le parcours de Thérèse est peu à peu sorti du néant, avec ses sinistres étapes : la prison de Montluc, puis Drancy, Auschwitz (par le convoi du 7 octobre 1943), Ravensbrück, Rechlin et enfin Mauthausen, où elle serait arrivée début avril 1945 avec une dizaine de

Françaises mêlées à un convoi de Russes et de Polonaises. Sa trace se perd après le 21 avril et son transfert présumé au *Revier* du camp.

Cela, ses parents l'ignorent encore lorsque les premiers déportés rentrent au printemps 1945 et que Thérèse manque à l'appel. De leurs démarches obstinées pour la retrouver, les archives vont garder la trace, au travers d'un épais dossier remis à la FNDIRP par Mme Lévy-Caen en 1973.

Le père de Thérèse, Georges Lévy, dit Géo Lévy-Caen, remue ciel et terre pendant quinze ans, dès la fin 1944, pour avoir des nouvelles de l'absente. Il écrit sans relâche à plusieurs institutions nord-américaines et internationales, à des ambassades et des missions de recherche, à la Croix-Rouge, aux députés, aux associations. Il envoie des photographies de Thérèse aux rescapés, femmes et hommes, célèbres ou non, sollicite les médecins employés dans les infirmeries des camps, consulte les premiers historiens de la déportation, émet moult hypothèses aussitôt démenties.

Lorsque s'éteint tout espoir d'éclaircir les circonstances de la mort de sa fille, il recourt en vain aux services d'identification et d'exhumation du ministère des Anciens combattants, mais le corps de Thérèse demeure introuvable, comme évanoui dans le chaos des dernières semaines de la déportation.

Au-delà des questions restées sans réponse, on voit combien un simple dossier d'archives peut mettre en lumière le poids de l'attente et l'ampleur des recherches sur le sort des disparus, des années durant. La mémoire des survivants, point d'appui essentiel, livre aussi, dans le cas de Thérèse, des témoignages inédits, parfois contradictoires, sur les conditions de la libération du camp de Mauthausen. Elle met au jour d'autres parcours, ceux des victimes de l'univers concentrationnaire comme ceux de leurs bourreaux, lorsqu'est évoqué le procès d'une détenue française coupable de mauvais traitements à l'égard de ses camarades. De quoi nourrir, à partir d'itinéraires singuliers, le triptyque « Survivre, témoigner, juger », marqué du souvenir des absents.

Patricia Gillet
Conservatrice générale du Patrimoine,
Responsable du pôle Guerres mondiales aux Archives nationales.

Zoé Grumberg. « Le rôle des associations juives dans la prise en charge des déportés et la reconstruction de la vie juive en France après la Shoah »

Au fur et à mesure de l'avancée des troupes alliées et soviétiques, puis après la capitulation de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945, le rapatriement des déportés – un terme qui englobe de nombreuses expériences et a donné lieu à une catégorisation administrative après la Seconde Guerre mondiale – est un processus qui s'étale sur plusieurs mois. Une fois arrivés sur le territoire français, la plupart des déportés rejoignent Paris où ils sont pris en charge à l'hôtel Lutetia, réquisitionné par le ministère

des Prisonniers, Déportés et Réfugiés (PDR) entre avril et août 1945. Une fois remis sur pieds, les déportés rejoignent, quand ils le peuvent, leur famille et leur logement. Ils cherchent alors à reprendre leur vie.

Sur le plan humain et matériel, la situation est toutefois spécifique pour les rescapés juifs de retour des camps, évalués à environ 4 000 (sur les 74 150 Juifs déportés depuis la France). Premièrement, aux conséquences physiques et psychologiques de la déportation s'ajoute le fait que beaucoup de familles ont été décimées par la Shoah. Deuxièmement, avant d'être déportés les Juifs ont été victimes de politiques antisémites qui les ont fragilisés sur les plans sociaux et économiques. Ainsi, de nombreux Juifs ont été spoliés de leurs biens et de leurs logements, notamment par des ruptures illégales de baux locatifs, comme l'ont montré les historiens Isabelle Backouche, Sarah Gensburger et Éric Le Bourhis (*Appartements témoins. La spoliation des locataires juifs à Paris, 1940-1946*, Paris, La Découverte, 2025). Or, en particulier pour les Juifs issus de l'immigration d'Europe centrale et orientale des années 1920-1930, les appartements étaient souvent leur lieu de travail : des baux mixtes permettaient la location d'un local servant à la fois à l'habitation principale et à l'exercice de l'activité du locataire. Pour ces individus, la perte de leur logement signifie donc aussi la perte de leur activité économique et de leur revenu. Troisièmement, l'historienne Laure Fourtage a montré que les politiques de l'État en matière d'assistance aux déportés ne reposent pas sur la situation spécifique des Juifs mais sur celle des « déportés résistants », une catégorie administrative forgée en 1948 et distinguant d'un côté les « résistants » et de l'autre les « politiques » (une catégorie qui inclus notamment les Juifs). Les déportés résistants bénéficient de certains avantages (obtention d'une pension militaire d'invalidité par exemple) auxquels ne peuvent pas prétendre les déportés dits « politiques », notamment les Juifs. Enfin, des différences existent aussi entre les rescapés juifs français et les rescapés juifs étrangers. D'une part, ces derniers sont initialement exclus des dispositions publiques qui privilégient les seuls citoyens français. D'autre part, beaucoup d'entre eux ne maîtrisent pas assez la langue française pour entreprendre les démarches administratives leur permettant d'obtenir du secours étatique.

Face à cette situation, des organisations juives jouent un rôle central dans l'aide aux Juifs de retour des camps, en interaction constante avec l'État (dans le cadre d'une *mixed economy of Welfare*). En amont, elles font campagne pour des mesures en faveur des déportés juifs ; en aval, elles appliquent les mesures votées, font campagne pour d'autres mesures qu'elles estiment nécessaires, informent les bénéficiaires, tiennent des permanences et aident à l'accès aux droits; dans l'interstice, elles prennent en charge les publics délaissés par les pouvoirs publics. Ces actions concernent plusieurs domaines : l'obtention d'aides publiques (primes et allocations pour les déportés) ; l'assistance par le biais d'organisations de secours mutuels (vestiaire, dispensaire, cantine, aide financière ponctuelle) ; l'aide à la reprise des études et du travail, perçu comme le meilleur moyen de se réinsérer dans la société. Ces actions s'accompagnent par ailleurs d'un engagement des associations juives dans la reconstruction de la vie juive sur un plan social et culturel, en particulier dans le monde juif de langue yiddish. Les nombreuses organisations juives yiddishophones, souvent marquées politiquement (par exemple, l'Union des sociétés juives de France ou *Farband* qui rassemble des associations de tendance communiste ou du moins « progressiste » ; ou la Fédération des associations juives de France qui rassemble des associations de tendance plutôt sioniste mais qui se disent pour certaines apolitiques) recréent ainsi des bibliothèques, des chorales, etc. ce qui permet à leurs membres de reprendre une vie sociale et culturelle. Les associations d'anciens déportés

permettent aussi à leurs membres d'échanger autour de leurs expériences de la déportation et les commémorations sont des temps forts de mémorialisation et d'émotions collectives (Simon Perego, *Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020).

Ainsi, le retour à la vie des rescapés juifs des camps nazis est-il une histoire profondément collective, comme le révèle le rôle joué par le monde associatif juif, en particulier yiddishophone (Zoé Grumberg, *Militer en minorité ? Le « secteur juif » du Parti communiste français après la Libération*, Rennes, PUR, 2025). Cela n'exclut pas toutefois le sentiment de solitude ressenti par beaucoup de rescapés juifs à leur arrivée dans la France de la Libération.

Zoé Grumberg
Professeure agrégée,
Docteure en histoire contemporaine.

Catherine Lacour-Astol. « Elles sont mortes, mes camarades »

L'intitulé du thème mis au programme du CNRD, s'il ne réfère pas explicitement aux acteurs, les convoque avec force. Au-delà des modalités factuelles du terme mis à l'extermination et à la répression, l'enjeu est bien de saisir ce que signifie « l'après » pour celles et ceux qui ont survécu. « Je pensais qu'en vieillissant, l'ombre de ce que j'ai vécu s'estomperait, [...] c'est le contraire : soixante-dix ans après mon retour, ce passé est de plus en plus présent en moi.⁷ » : la pérennité du traumatisme ne distingue pas *a priori* entre les sexes. Pour autant, la perspective de genre peut enrichir la réflexion sur « l'après » - qui ne vaut, s'agissant de la Shoah, que pour l'infime minorité qui a échappé à une mise à mort immédiate.

« Dans les camps, il y a ceux qui survivent et ceux qui ne survivent pas. Il y a ceux qui reviennent et ceux qui ne reviennent pas ⁸ » écrit Marceline Loridan-Ivens, déportée parce que juive, soixante-dix ans après son retour d'Auschwitz- Birkenau, dont son père n'est pas revenu. S'agissant de la déportation de répression et de l'univers concentrationnaire, Germaine Tillion évoque à l'identique cet « aiguillage du destin » par lequel le déporté « n'échappe plus à la pente sur laquelle il dévale vers la vie ou vers la mort ⁹ ». Dynamique amorcée dans le camp, fruit du hasard et/ou résultat d'un impératif, la survie - exceptionnelle dans le cas de la communauté juive déportée - ne s'achève pas avec le retour. Dans un contexte d'opacité entourant la déportation, où « Buchenwald recouvrait

⁷ Anise Postel-Vinay, avec Laure Adler, *Vivre*, Paris, Grasset, 2015, p. 122.

⁸ Marceline Loridan-Ivens, *C'était génial de vivre*, récit écrit par David Teboul et Isabelle Wekstein-Steg, Paris, Les Arènes, 2021, p.113.

⁹ Germaine Tillion, « Réflexions sur l'étude de la déportation (à propos de documents allemands confrontés avec des témoignages de déportés) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, juillet-sept.1954, n°15-16, p.38.

Auschwitz¹⁰ » et où la société française aspirait à sortir de la guerre, le retour est une épreuve. Pour les femmes, la culpabilité du survivant est augmentée par le poids inégal des morts et des mortes pour la France. Certes, le 11 novembre 1945, deux des quinze dépouilles inhumées dans une crypte au Mont Valérien sont celles de femmes : Berty Albrecht et Renée Lévy. Mais l'hommage solennel rendu alors par le général de Gaulle aux massacrés et fusillés met d'abord en exergue le sacrifice des hommes. S'agissant de la déportation, le différentiel du taux de mortalité entre hommes (40%) et femmes (20%) explique le deuil spécifique de résistantes, survivantes et veuves. Enfin, l'expérience de la déportation laisse des séquelles spécifiques selon le genre. Comment renouer avec des enfants qui ont vécu l'absence comme un abandon ? Comment vivre sa féminité, voire la maternité, lorsque le rapport à son corps a été bousculé, sinon anéanti, dans l'expérience concentrationnaire ?

Survivre *et* témoigner, survivre *pour* témoigner. « Elles sont mortes, mes camarades » écrit Geneviève de Gaulle¹¹ et l'impératif de dire leur sacrifice, comme plus généralement celui de dépeindre le monde extraordinaire au sens propre du terme qu'est l'univers du camp, a soutenu la survie, au camp, des résistantes. Sollicitées pour le faire, elles témoignent très rapidement après leur rapatriement. Ainsi de Martha Desrumeaux, une militante communiste déportée très précocement à Ravensbrück (janvier 1942), qui témoigne dès son retour dans le Nord en avril 1945. Elle livre alors un récit très précis d'une expérience de déshumanisation, évoquant tant le travail forcé que les expériences médicales pratiquées sur certaines détenues ou l'existence d'une chambre à gaz. À ces témoignages répondant à la demande d'organisations (ici, l'Union des Femmes françaises et l'Association des Victimes du nazisme) s'ajoutent des témoignages livrés de leur propre chef par les résistantes. Écrites et publiées en sortie de guerre, ces narrations de l'expérience résistante féminine accordent une large place, quasi exclusive, à la répression endurée. *Infernal Rébus*, le livre publié en 1946 par l'institutrice résistante Marie-Jeanne Bouteille Garagnon, membre avec son père du réseau Alliance, s'ouvre le 1er février 1944 sur le passage de la frontière allemande. *Pour la France* de Suzanne Wilborts, infirmière impliquée avec son époux et sa fille (future Marie José Chombart de Lauwe) dans l'aide aux aviateurs alliés, ne dit rien de l'action résistante mais évoque, par tableaux successifs, les différents lieux où elle a été internée : Angers, La Santé, Fresnes, Ravensbrück. Ces quelques exemples, qui font litière du cliché d'un silence féminin, mettent en lumière le rôle particulier que joue la répression endurée : gage de résistance, sa mise en récit est l'occasion de redonner leur identité aux camarades disparues. Il fait aussi écho au « devoir » souvent convoqué par les résistantes pour justifier leur engagement.

Catherine Lacour-Astol

IA-IPR d'histoire-géographie académie de Grenoble,
historienne, membre du collège national des correcteurs.

¹⁰ Annette Wieviorka, « Dossier. Une adolescente dans la tragédie de l'histoire. Retour sur la destruction des juifs en Europe », dans Marceline Loricand-Ivens avec Judith Perrignon, *Et tu n'es pas revenu*, Paris, Librairie Générale Française, 2016, p. 111.

¹¹ Elizabeth Terrenoire, *Les femmes dans la Résistance. Combattantes sans uniforme*, Bloud et Gay, 1946, préface de Geneviève de Gaulle, p. 6.

Chantal Morelle. « Charles de Gaulle, les Juifs et la mémoire de la Shoah »

Le terme hébraïque de « Shoah » n'est pas utilisé en France pour évoquer le génocide des Juifs, avant le film de Claude Lanzmann, *Shoah*, en 1985. On ne peut le trouver sous la plume ou dans les propos du général de Gaulle, chef de la France libre, président du CFLN en 1943, puis du Gouvernement provisoire de la République française (de 1944 à 1946). S'il s'est préoccupé de la situation des Juifs à plusieurs occasions dès 1940, paradoxalement, en tant que président de la République française, il ne se manifeste à aucune commémoration organisée en mémoire de la Shoah.

Entre 1940 et 1942, de Gaulle évoque le sort des Juifs (plus précisément, des Juifs de France). Le 9 août 1940 ; il rencontre l'écrivain Albert Cohen chargé par le Congrès juif mondial d'une mission de liaison avec la France libre, et quelques jours plus tard, il l'assure qu'à la victoire, « la France libérée ne peut manquer d'avoir à cœur de veiller à ce qu'il soit fait justice des torts portés aux collectivités victimes de la domination hitlérienne et, entre autres, aux communautés juives qui, dans les pays momentanément soumis à l'Allemagne, sont malheureusement en butte à l'intolérance et aux persécutions ». Le 15 novembre 1940, le Congrès juif américain organise à New York un grand rassemblement de protestation contre le statut des Juifs du 3 octobre 1940, de Gaulle dénonce « [ce] décret cruel dirigé contre les Juifs français [qui] ne peut avoir et n'aura aucune validité. Ces mesures n'en sont pas moins un coup porté à l'honneur de la France, ainsi qu'une injustice contre ses citoyens juifs ». C'est la politique de Vichy contre les Juifs français qu'il critique, et qu'il répète dans un message au rabbin Stephen Wise, président du Congrès juif mondial, le 4 octobre 1941, à l'occasion du 150^e anniversaire de l'émancipation des Juifs de France en 1791. Fin mai 1942, de Gaulle fait parvenir une lettre secrète à Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, l'invitant à faire savoir que l'Église se désolidarise de la politique de Vichy ; implicitement il évoque les rafles contre les Juifs au cours de l'été, dont il s'alarme « comme chrétien et comme Français ». Il n'en dit pas plus dans les trois occurrences des *Mémoires de guerre* parues en 1956.

En restaurant le décret Crémieux, accordant depuis 1870 la pleine citoyenneté aux Juifs d'Afrique du Nord, par l'Ordonnance du 9 août 1944 sur le rétablissement de la légalité républicaine, le président du GPRF annule toutes les mesures de « discrimination quelconque fondée sur la qualité de juif ».

La question juive n'a cependant jamais été prioritaire au sein de la France libre, y compris chez les Français libres de confession juive (mais pas moins que chez les alliés). Dans la propagande, il fallait prendre en compte l'opinion publique souvent antisémite et ne pas la détourner du combat contre l'Allemagne nazie et contre Vichy. Ni dans les interventions de De Gaulle ni dans celles des Français libres sur la BBC, il n'est question de la déportation et de l'extermination des Juifs ; d'une manière générale, les protestations ne concernent que les Français juifs à l'exclusion des autres, et des « atrocités » et non de la déportation ni l'extermination.

Geneviève de Gaulle, libérée le 20 avril 1945, qui séjourne chez son oncle Charles lui décrit la réalité des camps telle qu'elle l'a vécue à Ravensbrück. S'il est vivement ému par la douleur endurée, il n'en dit rien publiquement. Il ne participe à aucune cérémonie de commémoration de la Shoah en France (à La Muette à Drancy en septembre 1944, dans les synagogues, au mémorial du martyr juif inconnu inauguré en 1956). En 1960 de Gaulle

n'évoque pas les Juifs lorsqu'il inaugure le mémorial aux Héros et aux Martyrs de la déportation du Struthof près de Strasbourg, puis le mémorial du Mont Valérien ; il ne fait aucune allocution et n'évoque donc pas l'extermination des Juifs à l'inauguration du mémorial des Martyrs de la Déportation, le 12 avril 1962, à Paris. Pourtant, à ce moment, la réalité de l'extermination des Juifs, le génocide, est bien connue.

Confie-t-il toutefois à son ministre de la Culture la mission de rappeler aux Français l'enfer de la déportation dans les camps nazis, lorsqu'André Malraux, le 19 décembre 1964, prononce sa légendaire oraison funèbre pour Jean Moulin au Panthéon, « avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard, enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre, avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle – nos frères dans l'ordre de la Nuit... » ?

Après la guerre des Six jours (5-10 juin 1967), dans sa conférence de presse du 27 novembre, le chef de l'État critique fermement la politique Israël en des termes violents, en évoquant « un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur », mais il reconnaît aussitôt la sympathie que les Juifs inspirent du fait des « abominables persécutions qu'ils avaient subies pendant la Deuxième Guerre mondiale ». S'il critique la politique expansionniste d'Israël et non le peuple juif, le fait qu'il n'ait pas utilisé le terme d'« État » a beaucoup troublé et ému les Juifs de France et d'Israël. C'est pourtant bien de l'État dont il parlait comme il l'explique à son fondateur, David Ben Gourion : « Voici qu'Israël [...] est devenu, bel et bien, un État parmi les autres et dont, suivant la loi commune, la vie et la durée dépendent de sa politique ».

La même année, le 9 septembre le général de Gaulle se rend en Pologne. Il visite le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Il en ressort ébranlé selon les témoignages. Devant le livre d'or, il s'enfonce en lui-même avant d'écrire : « À Auschwitz, quelle tristesse ! Quel dégoût ! Et, malgré tout, quelle espérance humaine ! ». Ces quelques mots sont représentatifs de ce qu'il a voulu en 1940 et à partir de 1944-1945 : il faut reconstruire l'unité de la nation, puiser dans les forces vives de l'esprit et du corps, lutter contre les divisions, et peut-être écarter, sans pour autant effacer, le drame, le crime des crimes, celui de la Shoah. Avec de Gaulle les commémorations concernent la France tout entière et non pas des communautés différenciées, ni des principes transnationaux, de même que pendant la guerre les Juifs étaient évoqués car ils étaient des citoyens français dont il était un devoir de respecter la citoyenneté pleine et entière.

Chantal Morelle
Historienne, professeure honoraire
de classes préparatoires.

Philip Nord. « What did people know about the Nazi camp system, and what did they make of what they knew ? »*

The Nazis maintained a continent-wide camp system, constituted of camps of all kinds: internment camps, labor camps, extermination camps, and multi-purpose camps, like Auschwitz. The system was born with the Nazi regime, but its dimensions and objectives grew vastly in size and ambition with the outbreak of the war.

Many Germans claimed not to know of the camps, yet are such claims believable? Efforts were made to get word of what was happening out to the wider world. The Red Cross paid an information-gathering visit to Theresienstadt; escaped prisoners wrote up exposés; camp officers, like Kurt Gerstein, tried to make the Vatican aware; and then there were the “messengers of disaster,” Jan Karski the most celebrated among them, who visited places like the Warsaw Ghetto and tried to persuade officials in the upper reaches of the British and American governments that an extermination was under way. How were such reports received and acted upon (or not)?

In 1944-1945, Allied armies liberated those camps still in operation. The Soviets liberated Auschwitz, the British Bergen-Belsen, and the Americans Dachau, Buchenwald, and Mauthausen. Whatever people knew or thought they knew about the camps was upended by the shock of confrontation with the real thing. General Eisenhower made German civilians, living near camp sites, visit them and witness first-hand what had been done in their name. Army news services documented what they discovered. Journalists and photojournalists disseminated information and images that have since become iconic.

And then came the difficult return, as camp survivors made their way home, those fortunate enough to still have a home in any event. Efforts were made to “collect and record,” to gather testimony, that is, from witnesses and survivors as to what had taken place. An exhibition on Hitler’s camps opened in Paris in the summer of 1945. And then began to trickle out the first camp memoirs. Jorge Semprun and Charlotte Delbo took up the pen to describe what they had lived through but in the end could not bring themselves to publish until decades later. Others, however, did not wait. David Rousset’s *L’Univers concentrationnaire* was published in 1946, and Primo Levi’s *Se questo è un uomo* and Robert Antelme’s *L’Espèce humaine* came out the year after that. This was also the era of the Nuremberg Trials, which brought Nazi criminals to justice and news of their crimes to the world.

As the information piled up, so too did the questions. Why had a system of such massive cruelty come into being in the first place? It was easy to proclaim, “never again,” but never again what? Never again fascism? Never again the extermination of European Jewry? Not least of all, what was to be done to ensure that such an enormity was never perpetrated again? To this question, no shortage of answers was proposed, which varied depending on the diagnosis of the camp system’s origins. Was it imperialism, capitalism, or totalitarianism that needed fighting? And where was the fight to take place? At the national level, with individual states, Germany first and foremost, taking steps to forestall a recrudescence of Nazism? Or at the international level, with international organs like the fledgling United Nations setting up an enforceable human rights regime?

As knowledge of the Nazi camp system spread and deepened, these questions nagged, questions of fact, interpretation, and action. They have lost none of their urgency down to the present day.¹²

Philip Nord
Professor Emeritus at Princeton University.

*L'éclairage de l'historien Philip Nord est conservé dans sa langue originale. Il est important que les élèves français puissent lire en anglais des textes de cette importance.

Anne Simonin. « Ces camps dont on n'a pas parlé : le silence de Vercors »

« Écoutez un homme qui a vécu quatre mois à Auschwitz [...] 10 000 déportés y sont parqués. Parmi eux, les juifs des premiers convois de Drancy, de Compiègne, de Pithiviers, de Beaune-la-Rolande [...]. Des centaines de femmes juives à qui les enfants ont été enlevés sont également internées [...] ». C'est de cette façon fragmentée, et très en-deçà des horreurs que l'on découvrira lors de l'ouverture des camps par les troupes alliées à partir du 5 avril 1945, que le lecteur de la presse de la Résistance apprend l'existence du camp d'extermination installé par les Nazis en Pologne, ce camp devenu emblématique de la persécution des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale : Auschwitz.

« Auschwitz par une manière de miracle, écrit le poète communiste Louis Aragon, nous fut révélé dès l'été 1943 [...]. Je me souviens du jour où j'entendis pour la première fois ce nom, où je le cherchai sur les cartes [...]. Un évadé d'Auschwitz était arrivé en France, il avait raconté l'enfer. Tout paraissait extrêmement exagéré, incroyable [...]. En général, les gens étaient partagés au sujet d'Auschwitz. Fallait-il en parler ou n'était-ce pas dangereux pour ceux qui y étaient ? [...] ». Cette réticence à dire Auschwitz, devenue pour nous très difficilement compréhensible, recouvre, de la part de celles et ceux acquis aux idées de la Résistance, simples lecteurs (cela supposait déjà une prise de risque) ou diffuseur de la presse clandestine, une attitude complexe. Le poète communiste, Louis Aragon (1897-1982) est le premier écrivain de langue française à écrire « Auschwitz » dans un poème clandestin, intitulé « Le Musée Grévin ». Mais il s'intéresse exclusivement aux cent femmes communistes qui y ont été déportées dans le convoi du 24 janvier 1943 : « Auschwitz ! Auschwitz ! ô syllabes sanglantes !/ Ici l'on vit, ici l'on meurt à petit feu/ On appelle cela l'exécution lente/[...] »...

L'auteur du *Silence de la mer*, le premier livre des Éditions de Minuit clandestines publié en février 1942 en zone nord de la France occupée, Vercors (pseudonyme de Jean

¹² Philip Nord is the author of *After the Deportation. Memory Battles in Postwar France* in 2020 (French translation, Le Bord de l'eau publisher, 2022).

Bruller, 1902-1991) a, lui, connaissance de l'existence des camps par le témoignage du fils d'un de ses amis libéré du camp de concentration d'Oranienburg : « Ce n'était pas, écrit-il, un camp de lente extermination, comme Ravensbrück, Mauthausen, Auschwitz [...] mais les carnages d'Oranienburg étaient bien suffisants pour faire dresser les cheveux sur la tête ». Se méfiant ici encore de « l'exagération » du témoin, et désireux de ne pas reproduire les errements et les exagérations de la propagande « anti-boche » de la Première Guerre mondiale, Vercors choisit d'adoucir les révélations, en rapportant le témoignage sous la forme d'un rêve... qu'au final il attendra juillet 1944 pour publier dans une revue suisse, *Traits. Poésie, documents, lettres*.

La thématique des camps, d'extermination et de concentration, ne sera présente que de façon marginale dans le catalogue clandestin des Éditions de Minuit. Aragon publie *Le Musée Grévin* d'abord dans « La Bibliothèque française » qu'il crée en zone sud, avant de le confier aux Éditions de Minuit en 1943. Quant au récit symbolique que le poète, compagnon de route des communistes, Charles Vildrac (1882-1971) transmet aux Éditions de Minuit sous le titre *Lazare*, conte sur l'impossible retour à la vie de ceux qui ont été au royaume des morts, il ne sera pas publié pendant la clandestinité, mais en 1946 seulement. Reste que c'est sous la dénomination de « romanesque lazaréen » que Jean Cayrol, déporté à Mauthausen en 1942, révolutionnera la littérature, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et imposera l'impératif du « romanesque concentrationnaire ».

Anne Simonin
Historienne, directrice de recherche
au CNRS (Gespra-Ehess).

Cécile Vast. « Les procès de Ravensbrück (1946-1950) »

Les procès successifs du camp de concentration de Ravensbrück s'étendent de 1946 à 1950 et sont instruits par trois juridictions différentes : américaine pour le procès des médecins du camp à Nuremberg (1946-1947), britannique pour le procès de Hambourg (1946-1947) et française pour le procès de Rastatt (1949-1950), ville située dans le Bade-Wurtemberg près de Francfort. Bien que le site de Ravensbrück soit situé en zone soviétique, le premier procès se déroule devant une juridiction britannique. L'URSS a en effet décliné l'organisation d'un procès du fait de la présence de nombreuses déportées polonaises.

Ravensbrück n'est pas absent du procès de Nuremberg : c'est en particulier par le témoignage de Marie-Claude Vaillant-Couturier, déportée à Auschwitz puis transférée à Ravensbrück, que le camp de femmes du Mecklembourg est évoqué. Elle est notamment interrogée par Charles Dubost, représentant du ministère public français, sur les différences de nature entre les camps d'Auschwitz et de Ravensbrück. À Nuremberg, l'instruction s'attache avant tout à établir les responsabilités des médecins nazis et de leurs auxiliaires dans les expérimentations pseudo-médicales pratiquées sur des

déportés¹³. Pour ce qui concerne Ravensbrück, il s'agit du « groupe du sanatorium » de Hohenlychen, situé à proximité du camp : les chirurgiens SS Karl Gebhardt et Fritz Fischer ainsi que de la dermatologue Herta Oberheuser. À l'issue du procès, seul Karl Gebhardt est condamné à mort et exécuté le 2 juin 1948. Fritz Fischer, condamné à perpétuité voit sa peine réduite à 15 ans en 1951, puis est libéré en mars 1954 : il termine sa carrière dans l'industrie pharmaceutique Böhringer. Quant à Herta Oberheuser, elle bénéficie également d'une remise de peine, puis est libérée en 1952¹⁴.

Au même moment se prépare le procès de Hambourg, qui s'ouvre le 3 décembre 1946, malgré l'évasion en novembre des deux principaux responsables du camp, Fritz Suhren et Karl Pflaum. Les anciennes déportées Violette Le Cocq, Jacqueline Hérel, Renée Lascroux et le docteur Louise Le Porz font partie des 21 témoins à charge. Seize accusés sont présentés au tribunal. Le verdict prononce onze condamnations à mort et quatre peines de prison. Missionnée comme observatrice par deux associations de déportées (l'ADIR et l'Amicale de Ravensbrück), Germaine Tillion rédige tout au long du procès des comptes rendus pour la revue *Voix et Visages*¹⁵. Elle s'interroge notamment sur la difficulté de l'instruction à juger le crime dans sa globalité.

Finalement capturés par les Américains en 1949 et remis aux autorités françaises, Suhren et Pflaum sont jugés par le Tribunal Supérieur de Rastatt. Deux séries de procès ont lieu en 1949 et en 1950 : celui de treize gardiennes du camp du 8 juin au 2 juillet 1949, pour supplément d'information pour six accusées du 23 au 27 septembre, et en appel du 12 au 22 décembre de la même année pour neuf accusées. Celui de Suhren et Pflaum du 13 février au 10 mars 1950, puis en appel du 17 avril au 13 mai 1950¹⁶. Des peines de prison, des travaux forcés ou l'acquittement sont prononcés pour les gardiennes, la peine de mort pour Pflaum et Suhren.

Cécile Vast
Docteure en histoire, chargée de mission
auprès du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon.

¹³ Bruno Halioua, *Le Procès des médecins de Nuremberg. L'irruption de l'éthique médicale moderne*, Vuibert, 2007.

¹⁴ Ulf Schmidt, « "The Scars of Ravensbrück": Medical Experiments and British War Crimes Policy, 1945-1950 » in *Atrocities on trial : historical perspectives on the politics of prosecuting war crimes*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2008, p. 123-155.

¹⁵ Geneviève de Gaulle est également observatrice au procès de Hambourg.

¹⁶ Yveline Pendaries, *Les procès de Rastatt (1946-1954)*, Bern, Peter Lang, 1995

TÉMOIGNAGES

Louise Alcan. « Retour à la vie » (juin 1945)

Lorsque nous étions retranchées du monde des vivants, sous la neige ou sous le soleil brûlant, mal vêtus, peu nourris, battus, ivres de fatigue, nous arrivions quand même à penser aux nôtres, à notre pays. Nous voulions essayer avec toutes nos forces de lutter contre l'abrutissement total auquel les S.S. voulaient nous condamner. Ils cherchaient à nous dégouter de nous-mêmes afin de nous démoraliser le plus possible. Nous avons voulu rester propres physiquement et moralement. Les conditions de la vie du camp prêtaient à des compromissions dont on pouvait tirer des avantages. Nous avons voulu y résister ; la lutte était parfois dure.

Combattants sans armes, nous savions que chez nous la lutte continuait, s'amplifiait. Un jour nous avons appris que la France était petit à petit délivrée. Quelle joie de savoir notre terre libérée des hordes allemandes, des horreurs que nous continuions de subir, quel bonheur de penser que les nôtres étaient désormais des hommes libres. Nous ne savions pas que tant étaient tombées pour la délivrance. Ce fut notre grande peine du retour. Maintenant que nous avons eu le privilège de revenir, nous pensons bien souvent à Auschwitz, nous évoquons sans cesse cette terre maudite où tant d'entre nous sont restés. La mort de chaque camarade prend une cruelle acuité lorsque nous revoyons les siens. Nous voudrions pouvoir leur apporter un réconfort. Nous ne pouvons, bien souvent, que leur donner un peu d'affection et partager leur peine. La joie du retour ne saurait être totale : la barbarie nazie a laissé trop de cadavres derrière elle.¹⁷

¹⁷ Louise Alcan, née dans une famille juive, déportée à Auschwitz-Birkenau après son arrestation à Marseille le 6 décembre 1943, a été résistante dans le réseau du Musée de l'Homme (« Le retour à la vie », *Après Auschwitz*, n°1, juin 1945, p. 1 (communiqué par Isabelle Ernot. Voir aussi *Sans armes et sans bagages*, Imprimerie d'Art, Limoges, 1947).

Geneviève de Gaulle. « Le retour » (juin 1946)

Il y a un an : la Suisse et ses arbres fruitiers en fleurs, les villes claires et riches avec les vitrines succulentes des pâtisseries et les foules bien vêtues. Marcher librement, ne plus avoir peur, ni faim. Le premier bain, la première salade et ce doux soleil d'avril. Nous allions cependant comme en rêve. Où était cette joie inimaginable du retour ? Nous n'étions plus à la taille de cette joie, usées, limées comme des étoffes trop minces.

Mais quoi ? Il a fallu vivre depuis. Ce n'était pas pour rire qu'on revenait de la souffrance et de la mort. Les salades, les bains, le soleil sont des rêves de captives. Il faut reprendre, à peine libre, les combats à bras le corps. Tant de détresse après ce premier choc du retour : les morts d'êtres chers, les foyers détruits, les maisons pillées, les santés atteintes. Et l'attente anxieuse de ceux et celles qui ne reviendront jamais.

Le bonheur même reste grave. Il y demeure présente toute la souffrance humaine. On n'oublie pas facilement la misère et la mort, ni la solidarité d'une épreuve commune.

Mais nous n'avons pas été seules pour reprendre pied dans ce monde étonnant de la liberté. Un regard rencontré, une main serrée, quelques souvenirs retrouvés ensemble ; et voici que se tisse dans le présent comme dans le passé notre camaraderie. C'est notre force, comme en prison ou au camp, que cette amitié virile, efficace, totale. Nous avons besoin de la donner et de la recevoir pour être dignes de notre nouvelle tâche humaine.

Nous avons maintenant la joie profonde et le réconfort de pouvoir dire en pesant notre solidarité d'autrefois et celle d'aujourd'hui : "Mes camarades".¹⁸

¹⁸ Geneviève de Gaulle, « Le retour », Éditorial du premier numéro de *Voix et Visages*, bulletin mensuel de l'ADIR, juin 1946 (museedelaresistanceenligne.org). Nièce du général de Gaulle, membre du réseau du Musée de l'Homme puis de Défense de la France, Geneviève de Gaulle est arrêtée par la « Gestapo française » le 20 juillet 1943 à Paris. Emprisonnée à Fresnes, elle est déportée le 30 janvier 1944 au camp de Ravensbrück d'où elle est libérée par l'Armée Rouge en avril 1945.